Aperçu

Ce document traite des difficultés rencontrées par une personne dans l'accès à son dossier médical, les démarches administratives et légales entreprises, ainsi que l'impact personnel et psychologique de ces événements. Il aborde également les violences conjugales subies et les réactions institutionnelles, les problèmes liés à l'hospitalisation et au transfert, ainsi que les stratégies légales envisagées pour obtenir réparation et indemnisation. Les actions à entreprendre sont regroupées à la fin du document.

Difficultés d'accès au dossier médical

- Le dossier médical initial ne contenait que 11 pages, manquant de nombreux éléments essentiels tels que les témoignages des infirmiers, la posologie, et les analyses de laboratoire.
- Comparaison avec d'autres hospitalisations en 2016 et 2010 où les dossiers contenaient plus de 60 pages.
- Tentatives infructueuses pour obtenir le dossier complet via la CADA et le département des archives de Paris.

Démarches administratives et légales

- Appel à la CADA sans réponse satisfaisante, indiquant que l'hôpital était en règle.
- Préparation d'une demande pour le tribunal administratif avec l'aide d'une intelligence artificielle, en l'absence d'avocat.
- Préparation d'une attestation d'honneur pour expliquer l'impact psychologique des 18 mois d'attente.

Problèmes liés à l'hospitalisation

- Hospitalisation suite à une violence conjugale avec un transfert mal géré entre hôpitaux.
- Hospitalisation à l'hôpital Maison Blanche avec des conditions de séjour non clarifiées et un refus de sortie malgré une hospitalisation libre.
- Absence de témoignages et d'observations professionnelles psychiatriques dans le dossier médical.

Impact personnel et psychologique

- Stress et angoisse causés par l'attente prolongée et les conflits personnels.
- Diagnostic tardif d'autisme à 50 ans, avec une reconnaissance de handicap à 80% par la MDPH en 2023.

Préoccupations et incertitudes

- Inquiétudes quant à la véracité et la complétude des documents médicaux à recevoir.

- Doutes sur la possibilité d'obtenir une indemnisation pour les 18 mois d'attente.
- Préparation d'une action en référé liberté pour obtenir le dossier médical complet.

Défense des droits des autistes

Référé liberté et recours normal

- Conditions : urgence et atteinte à une liberté fondamentale.
- Délai de décision : normalement 48 heures, mais peut aller jusqu'à une semaine.
- Si le référé est perdu, possibilité de faire un recours normal.
- Contre une décision administrative.
- Délai de traitement : minimum 6 mois.
- Possibilité de demander un dédommagement pour les 18 mois d'attente.

Dossier médical et communication

- L'hôpital a affirmé avoir fourni le dossier complet, ce qui est contesté.
- Importance de recevoir une copie complète du dossier médical.
- Possibilité d'envoyer un mémoire complémentaire pour compléter le recours.

Procédure et représentation

- Procédure devant le tribunal administratif :
  - Procédure écrite, pas besoin d'assister à l'audience.
  - Possibilité de se faire représenter par un avocat en droit public.
  - Conseils pour utiliser le télé recours pour une procédure plus rapide.

Hospitalisations et Attente

- Hospitalisations multiples : La personne a subi quatre hospitalisations, ce qui a entraîné une attente de 18 mois pour obtenir des soins appropriés. Elle exprime son mécontentement face à cette situation qu'elle juge inadmissible.
- Situation fragile : En tant que personne fragile, elle se sent incomprise et maltraitée par le système de santé, ce qui l'amène à imaginer des scénarios complotistes, bien qu'elle reconnaisse que cela puisse paraître délirant.

Violences Conjugales et Réactions Institutionnelles

Expérience personnelle

- Violences conjugales : La personne a été victime de violences conjugales, mais c'est elle qui a été hospitalisée, tandis que son conjoint violent pouvait la visiter librement.
- Réaction de la police : La police de Saint-Ouen lui a demandé d'annuler sa plainte, ce qu'elle a refusé malgré la pression, se sentant maltraitée par le système.

Traitement par les institutions

- Accueil déplorable : Elle déplore l'accueil et le traitement par les forces de police et l'hôpital, qui ont aggravé sa situation de victime.
- Confusion médicale : Elle a été transférée d'un hôpital à un autre sans explication, ce qui a contribué à sa confusion mentale et à ses problèmes psychologiques.

Accès aux Dossiers Médicaux

Difficultés administratives

- Archives départementales : Elle a tenté d'accéder à ses archives médicales, mais a découvert qu'une dérogation était nécessaire pour obtenir des documents datant de 2006, avec une attente de 129 ans pour certains.
- Importance des archives : En tant qu'artiste, elle souligne l'importance de rétablir la vérité sur son histoire et les maltraitances subies.

Recherche de vérité

- Erreur médicale présumée : Elle cherche à comprendre pourquoi ses blessures n'ont pas été signalées à la police par l'hôpital, ce qui aurait pu l'aider à identifier son agresseur.
- Confusion sur l'agresseur : Pendant 10 ans, elle a cru que l'infirmier était responsable de ses blessures, avant de réaliser que c'était son ex-conjoint.

Réparation et Indemnisation

- Demande d'indemnités : Elle souhaite obtenir des indemnités pour la souffrance endurée, même si elle n'est pas certaine que cela soit possible par voie de référé.

Problèmes liés à l'hospitalisation et au transfert

- Délai de réception des documents :
  - L'intervenant espère recevoir tous les documents dans un délai d'un mois, comme promis avec accusé de réception.
  - Importance de comprendre l'histoire personnelle et l'identité de l'hôpital et de l'infirmière impliqués avant le transfert.
- Problèmes avec l'hôpital intermédiaire :
  - L'intervenant exprime des préoccupations concernant un intermédiaire qui aurait causé des problèmes plus graves.
  - Questionnement sur la raison pour laquelle il n'a pas été autorisé à sortir de l'hôpital le 14, malgré sa volonté de partir.
- Hospitalisation sous contrainte :
  - L'intervenant mentionne une hospitalisation sous le terme "HPI péril imminent" et questionne sa signification.

    - Il s’interroge sur la raison de cette hospitalisation 7 jours après son arrivée, considérant cela comme une erreur.

Problèmes familiaux et légaux

- Rôle de la famille :
    - La mère de l’intervenant aurait été forcée à agir d’une certaine manière, ce qui complique la situation.
    - Discussion sur la non-implication de la police malgré des incidents familiaux.
- Indemnités et diagnostic :
    - L’intervenant souhaite obtenir des indemnités pour 18 mois de souffrance.
    - Importance de connaître le diagnostic, avec une mention spécifique du Dr. Arnaud Antoine, psychiatre depuis 1993.

Stratégie légale et recours

- Retard de diagnostic :
    - Discussion sur la possibilité de baser une action légale sur un retard de diagnostic plutôt que sur une erreur médicale.
    - Attente de l’avis d’un expert psychiatre pour déterminer la faisabilité d’une action.
- Recours administratif :
    - Nécessité de consulter un avocat spécialisé en droit administratif pour un recours.
    - Discussion sur l’égalité externe et interne, absence de motivation, et erreur de droit comme motifs pour un recours.
- Frais légaux :
    - Mention de demander à la partie adverse de payer 2000€ de frais pour le référé.
    - Importance de préparer une stratégie légale solide.

Action Items

- [ ] Envoyer la demande au tribunal administratif avant le 2 avril.
- [ ] Consulter l’avocate pour évaluer la possibilité de l’accompagner à l’audience.
- [ ] Vérifier la possibilité de recours en référé pour obtenir une indemnité.
- [ ] Demander l’aide juridictionnelle et faire un recours devant le tribunal administratif.
- [ ] Envoyer un recommandé à la Commission des usagers ou à l’hôpital si le délai du 5 avril est dépassé.
- [ ] Demander 5000€ de dommages-intérêts et la condamnation de l’administration au paiement des frais irréputés.
- [ ] Demander la communication d’une copie intégrale du dossier médical.
- [ ] Vérifier la possibilité d’obtenir des indemnités pour la souffrance endurée.
- [ ] Consulter un avocat spécialisé en droit administratif pour le recours.
- [ ] Envoyer le dossier à un expert psychiatre pour évaluation.
- [ ] Préparer les documents nécessaires pour la demande d’aide juridique.

Suggestion IA
L'IA a identifié les problèmes suivants qui n'ont pas été résolus lors de la réunion ou qui manquent d'éléments d'action clairs; veuillez prêter attention :

1. Difficultés persistantes pour obtenir le dossier médical complet, malgré les tentatives via la CADA et le département des archives de Paris. L'hôpital affirme avoir fourni le dossier complet, ce qui est contesté. Il est crucial de préparer une action en référé liberté pour obtenir le dossier médical complet.
2. Conditions de séjour non clarifiées à l'hôpital Maison Blanche et refus de sortie malgré une hospitalisation libre. Il est nécessaire de vérifier la possibilité de recours en référé pour obtenir une indemnité et clarifier les raisons de l'hospitalisation sous "HPI péril imminent".
3. Expérience de violences conjugales avec une gestion institutionnelle inadéquate. Il est impératif de préparer une attestation d'honneur pour expliquer l'impact psychologique des 18 mois d'attente et d'explorer les erreurs médicales présumées.
4. Appel à la CADA sans réponse satisfaisante, nécessitant une demande pour le tribunal administratif. Il est urgent de consulter un avocat pour évaluer la possibilité d'accompagnement à l'audience et demander l'aide juridictionnelle.
5. Stress et angoisse causés par l'attente prolongée et les conflits personnels. Il est important d'envoyer le dossier à un expert psychiatre pour évaluation et de traiter le retard de diagnostic d'autisme et son impact sur la reconnaissance de handicap.